

original: - hr

dodis.ch/68174

kopie an: - brf jac sin kjp ho gwb wok ku

p. B. 15.11.1990 - N.

geneve, 26.10.1990 16 h 00

63 hhhhh

dof

copie svp a : - division politique i  
- secretariat du secretaire d'etat k. jacobl

envoye directement par courrier a : - mission new york  
- mission vienne

1.

a sa demande, j'ai recu ce matin le representant permanent de chypre, l'ambassadeur vanias markides, qui avait vu prealablement le chef du protocole de geneve, eric perrin, pour la meme affaire.

2.

sur instruction de ses autorites, m voulait nous informer que celles-ci auraient appris "de source sure" que les autorites turques envisageraient d'ouvrir a geneve un bureau qui représenterait aupres de l'onu les autorites du gouvernement de fait turc installe dans le nord de chypre. afin de masquer sa vraie fonction, ce bureau pourrait se presenter comme le "representant de la communaute chypriote turque". les autorites chypriotes esperent evidemment que nous refuserions, cas echeant, l'ouverture d'un tel bureau, du moment que le gouvernement de fait turc n'a jamais ete reconnu par la communaute internationale comme l'attestent clairement plusieurs resolutions de l'assemblee generale et du conseil de securite.

3.

le directeur general de l'onug martenson aurait deja fait savoir a m que du moment que le gouvernement de fait n'etait pas reconnu par l'onu, il n'etait pas question de reconnaitre ou d'accréditer une representation emanant de lui.

4.

pour ma part, j'ai dit a m que sur un plan multilateral, en tant qu'etat hote, nous nous reglions sur l'onu, conformement a l'accord de siege qui nous lie a l'organisation. sur un plan bilateral, nous n'avons pas reconnu le gouvernement de fait turc, de sorte que nous ne

27.10.90 10h30 -o- be

Dodis



pourrions pas reconnaître un bureau le représentant officiellement.

5.

m avait l'intention de demander un rendez-vous chez le secrétaire d'état jacobi pour lui exposer ce qui précède. je l'en ai dissuadé en invoquant le fait qu'une telle tâche incomberait à leur ambassadeur bilatéral (avec résidence à Rome). je lui ai toutefois promis que cette affaire serait portée à la connaissance du secrétaire d'état.

6.

dans la mesure où les autorités turques essaieraient d'ouvrir un bureau qui, malgré les apparences, aurait pour tâche essentielle ou exclusive de représenter le gouvernement de fait, la situation me paraîtrait relativement simple. à première vue, la situation pourrait être plus délicate, si un tel bureau était camouflé sous une étiquette anodine (tourisme, culture). il m'intéresserait de connaître à l'occasion votre opinion à ce sujet et, par ailleurs, de savoir si, au-delà de ce que j'ai dit à m, vous désirez que je lui transmette un message additionnel. riedmatten.

ambasuisse